Hébergement d'urgence et Accès à l'autonomie

- 8 h 30** Accueil des participants
- 9 h 00** Mot de bienvenue – **François Bouilly**, président du CPD (Collectif pauvretés développement)
- 9 h 15** Ouverture par **M. le Préfet** ou son directeur de cabinet
- 9 h 30** Présentation de la situation en Touraine – **Jean-Marie Perrin**, président de l'EAO
Thérèse Labussière, présidente A.Thomas
- 9 h 45** Bref échange avec la salle (précisions et questionnement)
- 10 h 00** Ateliers
 1 Veille sociale - le I15 n'est pas un hébergeur – Besoins au quotidien (restauration – accueil de jour – hygiène – vestiaire...)
 2 Précarité du logement/dégradation de l'individu
 Santé physique et mentale
 3 Hébergement et accès à l'autonomie (insertion-logement-travail)
 4 Politique de l'Etat en matière d'hébergement d'urgence (coûts, demandeurs d'asile...)
 Implication des collectivités locales
- 12 h 00** Buffet
- 14 h 00** Plénière – Remontée des ateliers – Point de vue des animateurs (tribune)
- 15 h 00** Présentation de l'Observatoire des inégalités par **Marie-Paule Memy**, journaliste à la Nouvelle République
 Puis échange avec la salle (tribune/participants)
- 16 h 30** Synthèse et propositions par **Xavier Emmanuelli**, Fondateur du SAMU social et Président du Haut Comité pour le Logement des défavorisés

***Journée d'études destinée à tous les citoyens d'Indre-et-Loire
(élus, membres d'associations, travailleurs sociaux, étudiants...)***

Inscription obligatoire (voir au verso)

Pourquoi une journée d'études ?

La question de l'hébergement d'urgence est devenue récurrente dans notre société. Depuis une dizaine d'années, l'hébergement d'urgence n'a fait que croître et « embellir ». On a vu tour à tour apparaître :

- La loi sur l'aide au logement temporaire (ALT) visant à aider les associations qui hébergent pour de courte durée des ménages en difficulté (1991).
- En 1993, le ministère ouvre une ligne budgétaire pour développer l'offre de logements d'urgence.
- En 1994 une loi oblige à « des plans départementaux pour l'hébergement d'urgence ».
- Toujours en 1994 naissent les résidences sociales.
- En 1995, le plan « Périssol » va plus loin. L'urgence ne suffit plus. On parle désormais de logements d'extrême urgence. L'extrême urgence c'est bien connu, c'est plus urgent que l'urgence.
- En 1997, on crée les pensions de famille puis on les relooke en 2002 en « maisons relais ». Dans le même temps, le I15 est lancé sur le territoire national.
- Enfin en 2004, il faut naturellement voir clair dans tout cela, labelliser le dispositif et voir où va l'argent : l'Etat crée un référentiel.

Pourtant l'hébergement d'urgence n'aurait pas vraiment lieu d'être (sauf pour quelques cas soudains, inopinés et douloureux comme les femmes victimes de violence...). L'enchevêtrement de réponses n'est-il pas destiné à poser un cautère sur la jambe de bois du manque de logement ? Mais l'hébergement d'urgence existe et il coûte affreusement cher. Pour la seule Entr'Aide Ouvrière, on est passé d'un régime de 500 à 600 nuits d'urgence par an jusqu'en 2001 à 22 019 en 2004 et sans doute à 28 000 à 30 000 en 2005.